L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, ET DU GOUVERNEMENT-GENERAL.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 } payable d'avance
" TRois fois par semaine.. $10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 16 SEPTEMBRE 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

FRANCE.—SITUATION INTERIEURE.

La tranquillité intérieure de la France se trouve à l'heure qu'il est gravement compromise de toutes parts les mesures fiscales prises par M. Human soulèvent la plus vive opposition ; et cette opposition ne se prononce pas seulement dans la population elle-même, mais encore au sein des conseils municipaux qui adressent à l'autorité supérieure les réclamations et les protestations les plus énergiques. Quelles sont donc ces mesures fiscales qui doivent être bien odieuses si l'on en juge par l'effet qu'elles produisent ? En vérité quand on les considère en elles-mêmes, on a peine à comprendre l'inquiétude et l'irritation qu'elles causent sur toute la surface du pays. Le ministre des finances a ordonné le recensement général de la contribution mobilière, personnelle et des portes et fenêtres, afin d'établir une répartition plus égale de cet impôt que pèsent sur les citoyens et les propriétés. Ce recensement dont le but est parfaitement équitable, est en même temps successivement légal le ministre des finances, en l'ordonnant, n'a fait que se conformer aux prescriptions formelles de la loi, et ce n'est pas une mesure arbitraire que lui a fait prendre le désir bien naturel d'augmenter les revenus de l'Etat et de ramener l'équilibre dans les finances du Royaume. "Le ministre, dit un journal, n'a été ici-dessus que l'organe, que l'agent, que le serviteur de la loi." Il n'a fait que son devoir. Mais, tout en faisant son devoir avec conscience, il n'a pas assez songé à la susceptibilité de la population française dans tout ce qui touche à l'impôt ; il n'a pas assez ménagé les préjugés et les habitudes locales ; il a inspiré des défiances et provoqué des alarmes que pourtant il aurait pu éviter, en employant des hommes plus doux, en prenant la tâche d'instruire et de rassurer les contribuables toujours prêts à résister aux envahissements du fisc, et surtout en mettant toutes sortes de précautions dans les innovations qu'il a introduites dans le travail du recensement. A ce compte il aurait sans doute moins rencontré d'opposition. Il n'est point à avoir raison au fond, sans se donner raison dans la forme, et c'est là son grand tort. C'est là ou n'en saurait douter, la cause réelle de l'agitation et des résistances qui se font sentir sur tous les points.

La population n'est tant que cet état d'abord que le recensement n'avait pour but que d'établir de nouveaux impôts ou tout au moins de rendre plus lourds ceux qui pèsent en ce moment. Or, il n'est pas certain que depuis plus de 93 ans que l'octroi ici la Médecine, et cependant chacun de ses habitants dans les environs.

Quoi qu'en conclue à cet égard nos honorables confrères, j'espère qu'ils seront de mon avis en conséquence je ne puis trop continuer le recensement qui, non accidentels encore bien *partant*, de s'éloigner d'où la pouvoir, la maladie ayant effectivement cette année un caractère grave ; mais en assurant cependant ceux qui restent, qu'ainsi que le dit l'auteur de l'article précité, lorsqu'on appelle à temps les médecins, le plus grand nombre guérit.

Puisque j'en suis sur ce sujet, je dirai qu'il a été de tout temps connu depuis l'origine de la fièvre jaune, qu'une des plus grandes causes de sa propagation et la *fouilles des terres* dans les lieux où elle sévit, or on en exécute ici à présent de tellement considérables dans plusieurs de nos rues et au bord du fleuve, que je ne doute pas que ce ne soit un des principaux motifs de son extension déplorable, et ne puis concevoir que le Bureau de Santé n'ait pas encore fait à cet égard des observations énergiques à qui de droit.

THOMAS, D. M. P.

INTERIEUR.

CONGRES.

WASHINGTON, 6 septembre 1841.

Après quelques travaux sans importance, M. Benton présente une résolution ayant pour but d'envoyer au Président une copie du document no. 104, relatif aux terres publiques arpentées et dont la vente est ajournée. Mr. Benton ajoute que si le Président, dans l'état de pénurie où se trouve le trésor, connaissait la quantité de terres dont la vente est ajournée, il croirait de son devoir de les faire mettre en vente.

M. Smith de l'Indiana pense que cette résolution n'est ni respectueuse ni convenable et il en demande le dépôt sur le bureau.

M. Clay de l'Alabama, soutient la résolution.

M. Clay du Ky. demande quel est le but de cette proposition? Ce document a été communiqué par le secrétaire de la trésorerie qui se trouve sous le contrôle immédiat du président et qui est censé ne rien faire que par les ordres du président. Le document vient donc véritablement du président; et de plus on sait que quatre ou cinq copies de chaque document sont soumises au président. Où est donc la nécessité de lui envoyer encore une nouvelle copie. Il y a quelques jours à peine que ses adversaires manifestaient le plus grand respect pour le président. Ont ils donc si vite épuisé leur zèle de fraiche date et leur grand respect pour le pouvoir exécutif, pour lui envoyer un tel document par forme d'insinuation? Plusieurs raisons ont fait suspendre ces ventes; mais la principale a pour but de favoriser ces mêmes *préemptions* dont ses adversaire parlent tant. On a craint que si ces terres étaient mises en vente des spéculations ne s'emparassent indument des améliorations. Et bien qu'il n'ait jamais parlé en faveur du système de *preemption* il a cependant toujours été opposé aux spéculateurs. On a tort de croire que le motif de ne retarder soit d'accroître le montant du produit à distribuer: jamais cette idée n'est entrée dans la tête d'aucun de ceux qui ont quelque connexion avec l'administration. La motion, en somme est tellement extraordinaire, tellement contraire à toute convenance que le sénat doit voir du prime abord qu'elle ne saurait être adoptée.

M. Benton assure qu'il n'entend point manquer au président; que tant de documents lui sont envoyés qu'il ne peut les examiner tous; que comme on a besoin d'argent c'est un moyen d'en obtenir et qu'enfin le motif le plus pressant pour soupçonner la vente n'est même pas mentionné par les commissaires.

M. Walker s'oppose à ce que ces terres soient mises en vente dans les circonstances actuelles. Si elles étaient maintenant dans l'Etat du Mississipi, avant que l'Etat eût changé en 5,000 acres, les meilleures terres se trouveraient entre les mains des spéculateurs. Il désire que le Président sache que pour ne pas il protestait contre toute vente avant que l'Etat n'eût fait son choix.

M Clay de l'Alabama soutient la résolution de M. Benton.

M. Smith de l'Indiana dit que c'est une bien étrange résolution. De quoi s'agit-il? d'envoyer au Président la copie d'un document qui est déjà sous son examen. La motion est donc basée sur cette présomption que le Président a besoin de l'aide du Sénat pour prendre connaissance des documens soumis au Congrès par le secrétaire de la trésorerie. Il ne pense pas que le Président ait besoin de ce secours, et si cela était, il ne considérait pas au Sénat de devenir son auxiliaire; car ce serait de gradant pour l'un et injurieux pour l'autre. M. Smith entrant dans le fond de la question expose que les raisons qui ont fait suspendre la vente des terres ont paru satisfaisantes au Congrès et que le pouvoir exécutif ne pouvait pas faire autrement qu'il ne l'a fit. Il conclut en disant que la résolution manque de convenance et cela gratuitement.

La résolution est en conséquence déposée sur le bureau à une immense majorité.

On reprend ensuite la discussion du *Recens Bill*. L'amendement de M. Allen tendant à exempter le sel de tout droit est combattu par M. Huntington et M. Bates et soutenu par M. King

M Calhoun repousse aussi l'amendement. Les droits sont diminués graduellement, dit-il, et aussi vite que possible. Il faut compter la stabilité et l'intérêt légitime du Commerce.

M. Clay repousse aussi l'amendement qui est soutenu par M. Walker et par M. Allen, rejeté 23 contre 21

M Buchanan reproduit son amendement ayant pour but d'abroger toutes les lois admettant en franchise les *furs pour raw goods* et étant le droit d'importation de 20 pour cent.

M. Berrien propose un sous-amendement tendant à ne donner force à l'abrogation de ces lois actuelles sur la matière que le 3 mars 1843.

L'amendement ainsi sous-amendé est adopté.

M. Woodbury demande que les lainages communs soient assujettis aux droits pour composer l'exemption du thé et du café. Cette proposition combattue par MM. Huntington, Clay et Talmadge et discutée par MM. Tappan et Benton, est rejetée.

Après quelques autres amendemens sans importance qui sont également repoussés, le Sénat s'ajourne.

La seule question digne d'intérêt qui ait été agitée dans la Chambre est celle relative à l'élection contestée du délégué des Florides.

M. Levy le conteste dont on conteste l'élection demande que l'examen de la question soit renvoyé à la session prochaine.

MM McKean et Wise soutiennent cette motion qui est combattue par le rapporteur du comité des élections M. Halsted.

La Chambre s'ajourne avant d'avoir pris une détermination.

NOMINATION FAITE PAR LE PRESIDENT

Avec l'avis et le consentement du Sénat.

THEODORE H. MCCALEB, 1826 des Etats Unis dans le district de la Louisiane

M Basile Peyton est en ce moment à Washington.

On lit dans le *National Intelligencer de Washington* du 7.

Mr et Mme Bamberger, de l'opéra de la Nouvelle Orléans sont arrivés dans notre ville où ils se proposent, dit-on de donner des concerts.

FLORIDES.—On lit dans une correspondance de St. Augustin, du 3 septembre :

"Voici les bruits qui courent en ce moment et qui paraissent bien fondés : Aboopataxke, accompagné de vingt-cinq trente hommes de la horde de Sam Jones, s'est rendu à Pease Creek. Tiger-Tail a demandé au Colonel Worth une entrevue pour le 7 courant à Auoulgi-Hammock, où lui pro sottant d'amener avec lui tout son peuple aussi bien que les guerriers Creeks qui marchent à sa suite."

EDWARD EVERETT.—Plusieurs journaux du Nord prétendent que la nomination de M. Everett sera confirmée par le Sénat, malgré les objections soulevées par les sénateurs de la Louisiane et de la Caroline du Sud. Rien n'est moins certain. Le marquisat d'Abrantès, décédé à Paris à M. les curés des environs de son château, pour qu'ils eussent à lui adresser par le cadre un jeune fille, pare et très-probable, digne enfin d'entrer à son service comme fille de compagnie, pour l'accompagner à l'église et lui faire de saintes lectures, quand l'éducation qu'on promettait de lui donner l'aurait mise à même de remplir cette partie de ses fonctions. Malgré les comptes de ma conscience, on pliait par les ordres de cette conscience, qui me pouvait de prêcher la chaste de l'innocente dont je parle.

Mr. Everett relativement à l'esclavage. C'est là du reste ce que donne à entendre la *National Gazette* de Philadelphie.

EXTERIEUR.

NOUVELLE ECOSSE.—Il paraît, d'après le rapport d'un voyageur arrivé récemment à New-York, que l'on exécute dans la Nouvelle-Ecosse de grands travaux pour mettre cette province en état de défense. A Canso, on répare les anciennes fortifications; on fait de même à Louisbourg, où l'on en construit aussi de nouvelles. L'opinion publique est très nettement prononcée en faveur de McCleod : le peuple est prêt à seconder toutes les mesures que prendra le gouvernement de la métropole.

VARIETES.

FRAIS-FONTAINE.
SIMPLE HISTOIRE.
(Voir l'Abeille d'hier.)

IV.

Deux ans après, Joseph revenait par le même chemin, avec une conscience calme et un esprit décidé. Il ne faut qu'une passion vraie et une volonté énergique pour faire un homme d'un enfant. Dans la poche de sa veste blanche à grands ramages était un portefeuille assez bien garni, grâce aux bontés du comte de Turbilly, et dans ce portefeuille existait aussi deux lettres pour la tante Gertrude. L'une avait été écrite par le chapelain, l'autre par nous-même par lui-même; deux deux rendaient hommage au caractère et au mérite du jeune homme, lui prodiguaient des expressions d'estime et d'attachement, et, après avoir reconnu que sa vocation lui commandait de vivre dans le monde, après lui avoir remis sa liberté, terminaient en demandant pour lui la main de la jeune fille qu'il aimait.

Joseph ne se faisait pas d'illusion; il remplissait un devoir. En arrivant au village, il marcha droit à la demeure de sa tante Gertrude, qu'il trouva encore devant son rouet, le fuseau planté dans la ceinture, comme s'il ne l'avait quitte que la veille. Cette fois, elle le vit entrer sans prononcer un mot de bienvenue. Lui-même la salua froidement et ce contact où ils lui donnèrent les deux lettres dont nous venons de parler. La vieille en prit connaissance d'un bout à l'autre, sans laisser paraître aucun signe d'étonnement ou de mauvaise humeur. Seulement, quand elle eut fini, elle regarda son neveu par-dessus ses lunettes, sans prendre le temps de lever, et lui dit d'une voix claire :

Est-ce que vous ne savez pas que votre tante Duchemin est morte ?

—Que dites-vous, reprit Joseph ; ma tante Duchemin est morte, et je n'en ai rien su !

—J'avais chargé Roland le mannager de vous en instruire. Il paraît qu'il l'a oublié.

Joseph n'essaya point de relever cette excuse qui ressemblait à une dérision. Il demanda d'une voix contenue :

Et.... ma cousine ?

—Elle a promis de lui faire un sort, répondit la dévote, et la Providence m'a fourni promptement une occasion de tenir ma promesse.

—Ah ! mais y voilà, pensa le jeune homme.

—Quelques jours après la mort de sa mère, une grande dame dont la piété vous est connue, dont les domaines sont en Bourgogne, dame la marquise d'Aiguillon, a écrit de Paris à M. les curés des environs de son château, pour qu'ils eussent à lui adresser par le cadre un jeune fille, pare et très-probable, digne enfin d'entrer à son service comme fille de compagnie, pour l'accompagner à l'église et lui faire de saintes lectures, quand l'éducation qu'on promettait de lui donner l'aurait mise à même de remplir cette partie de ses fonctions. Malgré les comptes de ma conscience, on pliait par les ordres de cette conscience, qui me pouvait de prêcher la chaste de l'innocente dont je parle.

—Bien, ma tante.

—Cela n'a pas été si facile, monsieur. Remarquez bien qu'on avait écrit à plusieurs curés, et qu'ils ont tous fait usage de leur influence en faveur de la pauvre orpheline. Comment mes amis auraient-ils pu deviner que j'avais sous la main une perle précieuse, un trésor, une bonne fortune ? Ils ont donc fait usage de leur influence, et ils ont bien fait. Ils ont rendu service à la famille, à la religion, à la société, à moi-même, à vous, à elle, à tout le monde.

—Ah ! ma tante, vous me comblez de joie !

—Je ne vous en avais pas encore parlé, monsieur, parce que je voulais vous ménager une surprise. Vous savez que je ne suis pas riche, et que je ne puis pas faire de grandes dépenses. Mais, Dieu merci, j'ai toujours eu de l'ordre, et j'ai pu économiser quelque chose. Ce n'est pas une fortune, mais c'est une petite aisance, et je vous la donne.

—Ma tante, je ne sais comment vous remercier.

—Ne me remerciez pas, mon neveu, ce n'est pas à moi que vous devez de la reconnaissance, mais à la Providence, qui a tout fait pour le mieux. Vous avez été élevé par moi, et vous me devez de l'affection, mais vous ne me devez rien de plus. Je vous ai donné ce que j'avais, et je vous le donne de bon cœur. Ne me remerciez pas, mon neveu, ne me remerciez pas.

—Ma tante, je vous remercierai toute ma vie, et je vous aimerai toujours.

—Vous me faites plaisir, mon neveu, et je vous en remercie. Mais, à propos, vous ne m'avez pas encore dit ce que vous êtes devenu depuis que je ne vous ai vu. Vous avez été à la cour, à ce que j'ai entendu dire, et vous y avez fait votre chemin. Les bruits qui courent sur votre compte ne sont pas tous favorables, mais ils ne sont pas tous défavorables non plus. Vous avez été soldat, vous avez été prêtre, vous avez été comédien, vous avez été tout ce que vous avez voulu être. Vous avez été tout ce que vous avez voulu être. Vous avez été tout ce que vous avez voulu être.